



CHAPITRE 60

Loi modifiant la Loi de la conservation de la faune

[Sanctionnée le 30 juin 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi de la conservation de la faune (1969, chapitre 58) est modifiée en insérant, après l'article 49, la section et les articles suivants:

« SECTION Xa

« INDEMNITÉS

« **49a.** Le ministre accorde à tout détenteur de permis qui subit une blessure par suite d'un accident qui résulte directement de la pratique, à des fins récréatives, de la chasse ou de la pêche au Québec ou, s'il meurt par suite d'un tel accident, à ses ayants droit, une indemnité dont le montant est déterminé par règlement; le montant de l'indemnité ne peut toutefois excéder \$5,000 pour un même accident.

« **49b.** Le gouvernement est de plein droit subrogé au recours de toute personne qui reçoit une indemnité visée à l'article 49a à la suite d'une blessure ou de la mort d'un détenteur de permis causée par la faute d'un tiers, jusqu'à concurrence du montant de l'indemnité; il n'est pas lié par un règlement ou un désistement, sauf si le ministre de la justice y a participé.

CHAPTER 60

An Act to amend the Wild-life Conservation Act

[Assented to 30th June 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The Wild-life Conservation Act (1969, chapter 58) is amended by adding after section 49 the following division and sections:

"DIVISION Xa

"INDEMNITY

« **49a.** The Minister shall grant an indemnity, the amount of which shall be determined by regulation, to every licensee who sustains an injury in consequence of an accident resulting directly from hunting or fishing for recreational purposes in the province of Québec, or, if he dies in consequence of such accident, to his legal representatives, but the amount of the indemnity shall not exceed \$5,000 in respect of the same accident.

« **49b.** The government shall be *ipso facto* subrogated in the right of recovery of any person who receives an indemnity contemplated in section 49a following injury to or the death of a licensee caused by the fault of a third party, up to the amount of the indemnity; it is not bound by a settlement or discontinuance unless the Minister of Justice participates therein.

Paiement
des dom-
mages-
intérêts
aux tiers.

« 49c. Le gouvernement paye les dommages-intérêts dont un détenteur de permis est, dans l'opinion du ministre de la justice ou suivant un jugement du tribunal, responsable envers les tiers par suite d'un accident qui résulte directement de la pratique, à des fins récréatives, de la chasse ou de la pêche au Québec; le montant payé par le gouvernement ne peut toutefois excéder \$10,000 outre les intérêts et les frais à l'égard d'une telle somme.

Contribu-
tion au
cas d'as-
surance.

Nonobstant toute disposition d'un contrat d'assurance, le gouvernement n'est tenu de contribuer au paiement des dommages-intérêts dont le détenteur de permis est responsable que dans la mesure où ils excèdent l'obligation d'un assureur en vertu d'une police d'assurance-responsabilité qui couvre les mêmes dommages.

Avis de
réclama-
tion, etc.

« 49d. Le détenteur de permis visé à l'article 49c doit aviser par écrit, sans délai, le ministre de la justice de toute réclamation qui lui est faite ou de toute poursuite civile qui lui est intentée. À défaut d'un tel avis ou d'un avis donné par toute personne pouvant bénéficier de l'article 49c, le gouvernement n'est pas tenu de payer les dommages-intérêts prévus audit article.

Régle-
menta-
tion.

« 49e. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour la mise en application de la présente section et notamment pour:

a) déterminer la forme et le contenu des demandes d'indemnités et des rapports d'accidents;

b) prescrire les délais pour faire un rapport d'accident, faire une réclamation ou intenter une poursuite pour la mise en application des articles 49a ou 49c;

c) déterminer la nature des accidents visés par la présente section;

d) préciser ce que comprend la chasse ou la pêche à des fins récréatives;

e) déterminer les conditions que doivent remplir un détenteur de permis ou, selon le cas, ses ayants droit pour bénéficier de la présente section;

f) déterminer les examens médicaux qui peuvent être exigés avant d'accorder une indemnité en vertu de l'article 49a;

g) fixer un montant déductible des dommages-intérêts pour dommages aux

« 49c. The government shall pay the damages for which a licensee is, in the opinion of the Minister of Justice or according to a judgment of the court, liable to third parties in consequence of an accident resulting directly from hunting or fishing for recreational purposes in the province of Québec, but the amount paid by the government shall not exceed \$10,000 in addition to interest and the costs respecting such sum.

Payment
of dam-
ages to
third
parties.

Notwithstanding any provision of an insurance contract, the government is bound to contribute to the payment of the damages for which the licensee is liable only to the extent to which they exceed the obligation of an insurer under a liability insurance policy covering the same damages.

Contribu-
tion in
case of
insurance
contract.

« 49d. A licensee contemplated in section 49c must give notice in writing forthwith to the Minister of Justice of every claim made or civil suit instituted against him. Failing such a notice or one given by any person able to benefit from section 49c, the government is not bound to pay the damages provided for in the said section.

Notice of
claim, etc.

« 49e. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations for the carrying out of this division and especially to:

Regula-
tions.

(a) determine the form and content of applications for indemnities and accident reports;

(b) prescribe delays for making an accident report or claim, or for instituting a suit for the carrying out of sections 49a or 49c;

(c) determine the nature of the accidents contemplated by this division;

(d) specify what hunting or fishing for recreational purposes includes;

(e) determine the conditions which a licensee or, as the case may be, his legal representatives must fulfil to benefit from this division;

(f) determine the medical examinations which may be required before granting an indemnity under section 49a;

(g) fix an amount deductible from the damages for damage to property for the

biens pour les fins de l'application du premier alinéa de l'article 49c;

h) déterminer le coût supplémentaire d'un permis que doit payer chaque requérant pour bénéficier de la présente section.

Publication. Ces règlements doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec*.

Paiement sur fonds consolidé.

« 49f. Les indemnités payées pour la mise en application de la présente section sont prises à même le fonds consolidé du revenu. »

1969, c. 58, a. 77, mod.

2. L'article 77 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 49 des lois de 1970 est de nouveau modifié:

a) en retranchant, dans les trois dernières lignes du paragraphe *a* les mots « , le montant minimum d'assurance-responsabilité que doit souscrire chaque requérant »;

b) en remplaçant le paragraphe *r* par le suivant:

« *r)* établir des réserves de chasse et de pêche et déterminer les conditions auxquelles la chasse ou la pêche y sont permises; prohiber complètement ou partiellement, dans ces réserves, la chasse ou la pêche, le port d'armes ou la possession d'agrs de pêche, la circulation ou le séjour; ».

Effet rétroactif.

3. L'article 1 de la présente loi a effet à compter du 1^{er} avril 1971.

Entrée en vigueur.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

purposes of the application of the first paragraph of section 49c;

(h) determine the additional cost of a license which each applicant must pay to benefit from this division.

Publication. Such regulations shall be published in the *Québec Official Gazette*.

Publication.

« 49f. Indemnities paid for the carrying out of this division shall be taken out of the consolidated revenue fund. »

Payment out of consolidated fund.

2. Section 77 of the said act, amended by section 1 of chapter 49 of the statutes of 1970 is again amended:

(a) by striking out the words "and the minimum amount of liability insurance which each applicant must take out" in the fifth, sixth and seventh lines of paragraph *a*;

(b) by replacing paragraph *r* by the following:

"*(r)* establish game and fish reserves and determine the conditions upon which hunting or fishing is permitted there; totally or partially prohibit in such reserves, hunting, fishing, the carrying of arms, the possession of fishing gear, travel, or periods of stay;".

1969, c. 58, s. 77, am.

3. Section 1 of this act shall have effect from the 1st of April 1971.

Retroactive effect.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.